

*Les subsides***ORDRES INSCRITS AU NOM DU  
GOUVERNEMENT**

[Traduction]

**LES SUBSIDES**

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—  
LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES SUR LE LIBRE-  
ÉCHANGE—L'INTERVENTION TARIFAIRE UNILATÉRALE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Broadbent:

Que la Chambre blâme le gouvernement de n'avoir pas agi dans l'intérêt du Canada au cours des discussions sur le libre-échange avec les États-Unis et, plus particulièrement, de n'avoir pas réussi à obtenir que les deux pays s'entendent pour s'abstenir de toute intervention tarifaire unilatérale durant les négociations; et de l'amendement proposé par M. Axworthy (p. 13900).

**M. le Président:** Avant la pause, nous en étions à la période des questions et des observations suivant l'allocation du député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Le député était-il sur le point de répondre à une question?

**M. Langdon:** Oui, monsieur le Président. Le député de Vancouver-Nord—Burnaby (M. Cook) avait fait une observation. Je crois que les points clés soulevés par le député ont fait voir très clairement, comme je l'ai fait remarquer moi-même, à quel point le parti conservateur s'est toujours abaissé à recourir à l'insulte politique au lieu de régler le véritable problème. On en a déduit que nous cherchions à nous faire du capital politique alors que nous adoptions une position honnête et sincère à cet égard.

Le député a soulevé un second point concernant le secret et a laissé entendre qu'en bons joueurs de poker nous devrions nous rendre compte que nous céderions nos atouts aux Américains en exposant toutes les études dont le gouvernement s'inspire. Je tiens à bien préciser au député que les Américains ont les atouts et que cela n'a rien à voir avec l'attitude ouverte ou non du gouvernement canadien.

Je tiens également à souligner que cet argument repose sur une erreur d'analyse du gouvernement conservateur qui est démentie par le fait qu'il a fini par produire 26 ou 27 études spéciales traitant des questions de libre-échange. A mon avis, c'était en outre une tentative vaine et inutile de chercher à appuyer son action sur des balivernes au lieu de soumettre à un débat ouvert une question de cette importance qui met en jeu l'avenir du pays. Nous pouvions différer d'avis sur les principes, sur les arguments et sur les faits, mais au moins nous pouvions respecter nos intentions respectives.

**M. Cook:** Monsieur le Président, tout ce que j'ai à dire c'est que le député d'Essex—Windsor ne peut soutenir à la fois le pour et le contre. Il est mal venu de nous reprocher le secret quand, du même souffle, il nous complimente pour avoir publié une série d'études. Dans son discours, il nous a reproché d'agir dans le secret mais maintenant, en réponse à une question, il dit que nous ne pouvons pas tenir cela caché parce que nous avons déjà publié les études. Si vous les avez, de quoi vous plaignez-vous?

**M. Langdon:** Monsieur le Président, comme d'habitude le parti conservateur défend le pour et le contre. Comme d'habitude, le parti conservateur a fait le secret sur cette question

pendant des mois alors que d'autre part il recourait à la propagande. Nous nous rappelons tous les merveilleuses bandes vidéo qui arrivaient à nos bureaux mais où, malheureusement, l'Île-du-Prince-Édouard était un peu oubliée. Il y a eu ce genre de propagande. Quant aux études, c'était le secret. En fin de compte, le gouvernement conservateur a compris qu'il lui fallait renoncer au secret. Il ne l'a pas fait de gaieté de coeur, mais pour deux autres raisons: la première, c'est que le commissaire à l'information poursuivait le gouvernement devant les tribunaux. Cela, on peut dire que c'était quelque chose de remarquable. On avait un organe de l'État qui en poursuivait un autre devant les tribunaux. Deuxièmement, le bureau du négociateur commercial a commencé à s'énerver un peu quand nous nous sommes mis à parler d'obtenir une injonction judiciaire au motif que le gouvernement ne pouvait pas aborder les premières étapes de ces négociations tant et aussi longtemps que le secret régnait.

● (1510)

A la fin, le gouvernement conservateur a publié ces 26 ou 27 études, dont aucune ne menaçait la sécurité nationale ou l'aptitude du gouvernement à jouer sa main de poker. Mais tout de même il a pratiqué de grands coups de censure dans chaque étude à peu près. Certains en ont conclu que ces pages blanches représentaient des choses que le gouvernement conservateur essayait de cacher et qui étaient pleines de renseignements. De mon côté, j'en ai conclu que ces pages blanches représentaient en fait des vides dans la réflexion ou l'analyse du gouvernement conservateur. Je ne me suis donc pas étonné de voir des centaines de pages blanches dans les études que le gouvernement a fini par publier.

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, je m'empresse de participer au débat cet après-midi sur une motion présentée par mon collègue du Nouveau parti démocratique. Par la suite, elle a été modifiée par mon collègue, le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) et je n'ajouterai pas un deuxième ou troisième amendement, mais il manque peut-être un mot dans la motion du NPD. Le mot que j'aurais utilisé dans la motion est «incompétence», l'incompétence manifestée par le gouvernement canadien dans ses divers pourparlers sur le libre-échange avec notre plus important associé commercial, les États-Unis.

Je ne crois pas qu'un seul député conteste l'importance des relations commerciales canado-américaines pour le Canada, lesquelles nous procurent une certaine richesse économique. Nos relations commerciales avec les États-Unis sont très importantes. Dans la région de l'Atlantique qui est la mienne, et je le signale, monsieur le Président, parce que je sais que vous vous intéressez vivement aux diverses régions de notre pays, la population favorise le libre-échange depuis nombre d'années, soit depuis le tout début de la Confédération. Je suis persuadé que les citoyens de l'ouest du Canada peuvent invoquer de nombreux arguments pour obtenir une sorte d'accord de libre-échange avec les États-Unis.